

Le Point,
Economie, jeudi 27 juin 2024

Bruno Le Maire « Mes plus grands combats politiques sont devant moi »

Propos recueillis par Philippine Robert et Mathilde Siraud

Imperturbable. Le ministre de l'Économie défend son bilan. Et son président ?

À Bercy, Bruno Le Maire a tout connu. La déflagration de la crise Covid, le choc inflationniste, la bataille pour la baisse des dépenses publiques, un combat perdu d'avance dans une nation biberonnée aux chèques et aux subventions. À quelques jours des législatives, le ministre de l'Économie alerte. Nous sommes au bord du gouffre et l'heure n'est plus aux dépenses. Selon lui, l'application du programme du Rassemblement national ou du Nouveau Front populaire (NFP) nous plongerait dans une crise de la dette. L'ancien élu redoute tout autant des violences qu'un lent affaissement du pays. En cas de défaite de la majorité, l'homme de droite quittera son poste avec toutefois le sentiment du devoir accompli. L'ex-candidat malheureux à la primaire de l'UMP se prépare à endosser un nouveau rôle politique. Pour comprendre charnellement le cœur vivant des Français, dit-il, il observera d'abord un temps de retrait, mais se tient prêt à mener le combat de la bataille culturelle, à porter haut l'idée d'une France qui ne verserait ni dans l'islamisme ni dans le wokisme.

Le Point : La majorité présidentielle se retrouve exsangue après les européennes. Les sondages la placent en troisième position derrière le RN et le NFP pour ces législatives. Comment en êtes-vous arrivés là ?

Bruno Le Maire : La période est à la radicalisation, donc aux extrêmes. Pourquoi ? Parce que les chocs économiques et culturels que nos compatriotes ont connus depuis 2020 ont aussi été d'une brutalité extrême : Covid, inflation galopante, retour de la guerre en Europe. Nos réponses ont été les bonnes, mais le besoin de résultats immédiats et de solutions simplistes emporte tout. Il nous reste quelques jours pour desserrer cet étau entre extrême gauche et extrême droite. Il nous reste quelques heures pour retrouver le sens du temps long, qui seul donne des résultats solides. Rappelons nos résultats ! Depuis sept ans, nous avons relancé la production industrielle, baissé les impôts, créé 2 millions d'emplois, fait de la France la nation la plus attractive pour les investissements étrangers en Europe. Cet acquis existe, il est solide. Mais il peut être remis en question par de mauvaises décisions de politique économique. Que feront les investisseurs étrangers si notre politique fiscale change ? Que feront les PME si leurs charges explosent ? Et puis aucune hésitation face à la demande de sécurité partout en France : Gérald Darmanin a raison de réclamer des peines planchers, le Premier ministre a raison de travailler sur une incarcération immédiate des mineurs délinquants. Tolérance zéro, impunité zéro. Plus profondément, nous devons mener avec une fermeté sans faille la lutte contre l'islam radical, une des gangrènes qui rongent lentement mais sûrement la société française. Enfin, nous devons avoir un État plus efficace et moins coûteux.

Vous citez la question régaliennne, ainsi que la réforme de l'État. Pourquoi n'avez-vous pas été au rendez-vous ?

Nous devons l'être dans les mois à venir ! Mesurons les inquiétudes de nos compatriotes qui attendent des réponses immédiates, exemplaires, efficaces. Les opérations XXL contre la drogue sont un succès. Elles doivent entraîner des changements systémiques en matière

organisationnelle et technologique dans la lutte contre les stupéfiants, comme le recommande le très bon rapport du Sénat. Nous avons su poser un diagnostic sur l'islam radical : nous devons maintenir une pression sans faille, sur le modèle de ce qui est fait avec les expulsions de tous les imams qui prêchent la haine contre la France. Nous devons nous inscrire dans une volonté politique plus large et plus claire qui se résume en un seul mot : l'ordre, l'ordre, l'ordre.

Le président avait déjà prononcé ce mot d'ordre il y a un an. Que voulez-vous dire ? Appelez-vous à une coalition avec la droite ?

Avant de parler de coalition politique, parlons de projet ! Dans des temps troublés, nous avons plus que jamais besoin de clarté et de fermeté. Mesurons les transformations radicales auxquelles nos compatriotes sont confrontés depuis des années : accélération du changement climatique, intelligence artificielle toujours plus performante, affirmation des puissances autoritaires comme la Russie, l'Iran ou la Chine contre les démocraties libérales. Tout ce qui était acquis devient fragile ; tout ce qui était garanti est remis en question - paix comprise. Face à ces bouleversements historiques, nos compatriotes attendent des réponses politiques claires. Plus de place pour aucune ambiguïté. Nous devons faire le choix de l'investissement dans les technologies du XXI^e siècle et dans la défense pour garantir notre indépendance, affirmer les valeurs de droit et de liberté, poursuivre la décarbonation de notre économie. Les projets que portent les oppositions sont décalés. Ce sont des utopies hors sol qui ne prennent en compte ni la guerre en Ukraine, ni la montée en puissance de la Chine, ni le protectionnisme américain, ni le changement climatique. La force de notre camp, c'est de voir le monde tel qu'il est. Cette lucidité vaut aussi pour le combat culturel. Un islam radical a décrété la guerre à l'Europe en général et à notre nation en particulier, qui incarne les valeurs de tolérance, d'esprit critique, d'universalisme. Si nous ne prenons pas la mesure de la bataille que mène l'islam radical contre l'Europe et contre notre nation, nous ne gagnerons aucun combat politique.

La fin de l'ambiguïté, c'est donc la fin du " en même temps " ?

La politique n'est pas une guerre de position mais une guerre de mouvement. Notre mouvement doit aller vers la clarté, la lucidité, l'autorité.

Le président n'a-t-il pas accentué le rejet et la colère contre lui en annonçant cette dissolution ?

Ne résumons pas une période historique à un seul homme ! Ce serait injuste et faux. Regardons la gravité du moment pour apporter une réponse à la hauteur. Le RN dépasse les 30 % : les causes sont nécessairement profondes. Elles sont directement liées à la violence de la transition climatique, technologique et géopolitique que traversent la France et toutes les nations occidentales. Notre place est disputée, contestée, parfois avec notre propre complicité. La France est une grande nation. Elle n'a pas vocation à se retrouver coincée entre les injonctions du wokisme et les menaces de l'islam radical. Qui sommes-nous ? Les héritiers des Lumières et des droits de l'homme, les descendants de Saint Louis, de Bonaparte, de Zola et de Camus. Affirmons notre culture. Le renoncement culturel nous a conduits à méthodiquement critiquer les grandes figures de notre histoire. Interroger son histoire, c'est nécessaire, la gratter comme une plaie, c'est dangereux.

Fin mai, la note de la France a été dégradée par l'agence américaine S et P. Il y a quelques jours, Bruxelles nous a placés en procédure pour déficit excessif. L'avez-vous vécu comme un échec ?

Non. La décision de S et P était attendue. Les agences Moody's et Fitch avaient juste avant confirmé la notation française. Les mêmes qui traitaient avec beaucoup de négligence la question de la dette et hurlaient pour avoir plus de dépenses viennent maintenant avec des mines effarées dramatiser la situation. La réalité est simple. Nous avons, face à la crise du Covid, pris toutes les mesures nécessaires pour sauver les entreprises, les emplois, et atténuer le choc inflationniste. Nous sommes la nation qui a le mieux protégé face à ces crises. Le coût a été élevé, mais il était nécessaire pour protéger la France contre une crise économique et sociale bien plus grave, qui aurait eu des répercussions dramatiques, y compris en matière de finances publiques. On rabâche qu'on a généré 1 000 milliards d'euros de dette supplémentaire ? Triple non-sens ! Non-sens financier : un euro de 2017 n'est pas un euro de 2024. Non-sens économique : la dette doit être rapportée à la richesse nationale ; 13 points de dettes en plus correspondent en réalité à 353 milliards d'euros. Non-sens politique, enfin : en 2020, la France a connu la crise économique la plus grave depuis 1929.

Ce chiffre de 353 milliards d'euros est issu d'une étude de l'OFCE, qui montre aussi que 70 % de l'augmentation de la dette viennent en effet des mesures prises pendant la crise, mais que 30 % de l'augmentation de la dette proviennent d'autres mesures...

Oui, ces 30 % restants montrent que des économies sont possibles, sans affecter ni la croissance ni la vie quotidienne de nos compatriotes. L'heure n'est pas à la dépense, mais à l'économie. De ce point de vue, les deux programmes économiques des deux extrêmes sont totalement à contretemps.

On cherche tout de même les économies dans le programme de la majorité...

Comment pouvez-vous dire cela ? Depuis des mois, nous avons engagé des économies que tout le monde a attaquées, critiquées, refusées, le RN en tête ! Nous avons eu le courage de doubler la franchise sur les médicaments - de 50 centimes à 1 euro -, nous avons rétabli progressivement la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité, que le RN appelle maintenant la " taxe Macron ", alors qu'elle finance le soutien aux plus modestes et les DOM. Nous avons décidé 20 milliards d'euros d'économies sur les dépenses de l'État. Qui a soutenu ? Personne ! Le RN réclame un audit. Il ferait mieux de proposer des économies. Toutes les informations sur notre situation budgétaire sont sur la table. Quand je vois Jordan Bardella opposer un grand silence en réponse au financement des 7 milliards de sa baisse de TVA, qui sont en réalité 17 en année pleine, je tremble pour la suite. Pour le budget 2025, nous avons engagé des revues de dépenses sans concession. Est-il utile de garder un niveau de financement aussi élevé sur les apprentis à bac + 5 ? Est-il nécessaire de garder pour les opérateurs de l'État une trésorerie aussi élevée ? Nos pistes d'économies existent, elles sont sur la table et elles sont transparentes. Où sont les propositions d'économies réelles, sérieuses, crédibles des oppositions ? Nulle part.

Le Nouveau Front populaire se targue d'avoir reçu le soutien d'économistes reconnus. Qu'avez-vous à leur répondre ?

Les conseillers ne sont pas les payeurs. Ces économistes en chambre ne seront jamais confrontés à la colère du peuple. La colère, elle sera là quand vous aurez retiré à des ouvriers

200 euros par an parce que vous aurez rétabli la fiscalité sur les heures supplémentaires. La colère des petits retraités, elle sera là quand vous aurez retiré aux retraités 150 euros par an parce que vous aurez augmenté la CSG. La colère des TPE et des PME, elle sera là quand vous aurez augmenté l'impôt sur les sociétés. La colère des familles, elle sera là quand vous aurez supprimé le quotient familial. La colère des classes moyennes, elle sera là lorsque vous aurez instauré une progressivité plus forte de l'impôt sur les revenus.

Édouard Philippe souhaite remettre la réforme des retraites sur la table pour aller plus loin.
Pas vous.

Pensons aux Français. Nous avons fait une réforme des retraites courageuse, sans le soutien de personne. Ne donnons pas le sentiment à nos compatriotes que la réforme est un rouleau compresseur permanent.

Si le RN ou le NFP accède au pouvoir, risquons-nous une crise de la dette ?

Si les programmes dépensiers des oppositions étaient appliqués, nos créanciers sauraient se rappeler à notre bon souvenir. Nous pouvons nous attendre à une explosion des écarts de taux entre la France et l'Allemagne, qui ont déjà pris 80 points de base en quinze jours, ce qui n'était pas arrivé depuis sept ans. Le ménage qui veut acheter un logement ou l'entreprise qui veut investir paieront plus cher leur crédit à la banque. Dans un second temps, une crise de la dette et une mise sous tutelle de la France par le FMI et par la BCE sont possibles.

Vous êtes-vous parfois senti un peu seul à plaider pour des réductions de dépenses ?

Oui. *[Silence.]*

Comment vivez-vous cette période ?

Cette période n'est pas une période comme les autres. C'est une période que l'on ne vit qu'une seule fois dans sa vie politique. Tout change, tout est bouleversé, tout est possible, y compris le pire. Quand on est un responsable politique, on vit les inquiétudes, les tristesses, les colères de ses compatriotes dans sa chair, dans son cœur. Face à ces inquiétudes, le rôle d'un chef est de montrer un chemin, de montrer tout ce qui est possible en France et de rappeler une chose très simple : la France reste la France, une grande nation, avec des capacités d'innovation, d'imagination culturelle, de renouvellement, de production, une capacité de résistance hors normes. Mes plus grands combats politiques sont devant moi